Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

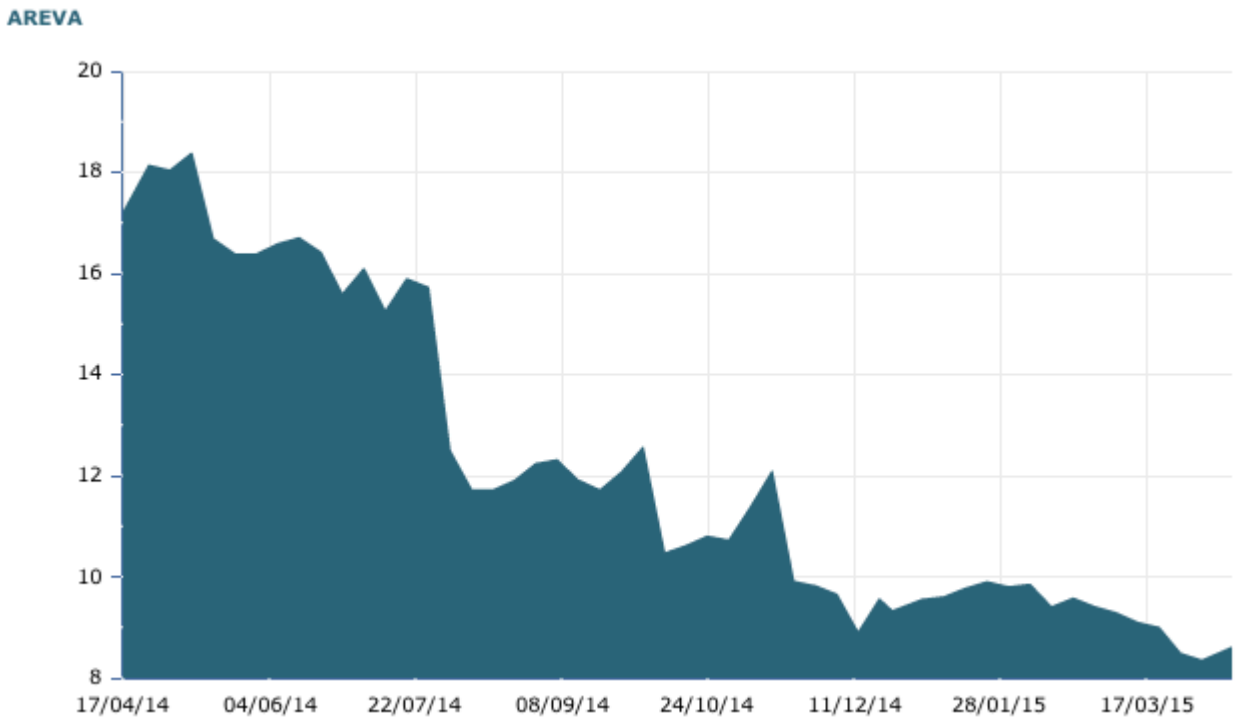
Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Pertes-record-chez-Areva-ni-les-contribuables-ni

3 mars 2015

Pertes record chez Areva : ni les contribuables, ni les travailleurs ne doivent payer la facture des délires atomiques !

Alors qu'Areva s'apprête à rendre public l'état de ses comptes et à confirmer une perte record de près de 5 milliards d'euros, le Réseau "Sortir du nucléaire" alerte sur les conséquences à venir de ce gouffre financier. Facture payée par les contribuables et les travailleurs, dégradation prévisible de la sûreté : voilà le résultat de la politique mégalomane d'Areva. Le Réseau "Sortir du nucléaire" s'oppose à tout soutien à une industrie en bout de course et exige une transition urgente vers les énergies renouvelables.



Source : les Echos

Une faillite prévisible

Les 4,9 milliards d'euros de perte qu'Areva devrait confirmer n'ont rien d'une surprise, notamment au regard du fiasco d'Uramin, de l'enlisement de longue date du chantier du réacteur EPR d'Olkiluoto et du désintérêt général pour le réacteur EPR.

Ne faudrait-il pas plutôt s'étonner de l'auto-aveuglement du "champion" français du nucléaire ? Alors que le nucléaire poursuit un déclin à l'international déjà amorcé avant la catastrophe de Fukushima et l'arrêt de réacteurs au Japon et en Allemagne [1] , Areva a continué de tabler sur des prévisions délirantes de construction de centrales !

Les contribuables n'ont pas à payer la facture !

Actionnaire à 87% d'Areva, l'État devra contribuer à son sauvetage financier. En pleine période d'austérité, et alors même que les sommes nécessaires à une vraie transition énergétique ne sont pas débloquées par l'État, il est indécent que les contribuables – en grande majorité critiques vis-à-vis de l'énergie nucléaire – paient pour les caprices d'une industrie mortifère. On demandera donc à la collectivité de venir assurer des projets miniers aussi polluants que délirants, un réacteur dangereux et chimérique, une mauvaise gestion des déchets ?

Par ailleurs, Areva étant apparemment en difficultés pour honorer ses provisions pour la gestion de ses déchets [2] et le démantèlement de ses installations, ce sera encore une fois la collectivité qui devra payer pour l'héritage toxique laissé aux générations futures.

Des économies sur le dos des travailleurs et de la sûreté ?

Les travailleurs du nucléaire seront les premières victimes de la mégalomanie d'Areva : d'ores et déjà, il est question de supprimer 500 emplois sur le site de La Hague d'ici à 2020, et autant parmi les sous-traitants de l'usine. On peut légitimement s'interroger sur les conséquences de ces réductions de personnel sur la dégradation de leurs conditions de travail et, in fine, sur la sûreté. Il faut alors craindre que les exigences de réduction des coûts – ceci s'ajoutant au milliard d'économie qu'Areva est censée réaliser sur trois ans – ne conduisent à effectuer à la va-vite certaines opérations de maintenance et à faire passer à la trappe certains contrôles, comme on peut déjà le constater chez EDF !

En l'absence de remise en question du nucléaire, la poursuite des activités d'Areva en rognant sur les emplois et la sûreté préparera donc non seulement la casse sociale, mais aussi les conditions propices d'une catastrophe !

Plutôt que de soutenir une industrie sans avenir, préparons la transition !

Le maintien sous perfusion de la filière nucléaire, notamment par l'appel de Ségolène Royal à des « synergies » entre Areva, EDF et le CEA, ne reviendra qu'à prolonger la coûteuse et dangereuse agonie d'une industrie destinée à péricliter. Pour éviter la catastrophe industrielle et l'accident, la seule solution de bon sens consisterait à décider d'un plan de sortie du nucléaire, anticiper la reconversion des travailleurs et réorienter les financements destinés au nucléaire vers la transition énergétique.

Alors que les énergies renouvelables deviennent plus compétitives que le nucléaire (dont les coûts, eux, ne cessent de croître) et qu'elles représentent déjà presque 5 fois plus d'emplois dans l'Union Européenne [3], le gouvernement, actionnaire majoritaire d'Areva, a l'impératif d'impulser cette

reconversion de la filière nucléaire dans son ensemble vers les alternatives énergétiques [4] !

Contact presse : Marc Saint Aroman - 05 61 35 11 06

Notes

[1] Cette tendance est mise en évidence depuis plusieurs années déjà par le World Nuclear Industry Status Report

[2] Le mauvais conditionnement persistant de certains déchets anciens a d'ailleurs valu à Areva plusieurs rappels à l'ordre par l'Autorité de sûreté nucléaire : https://www.asn.fr/Informer/Actualites/Reprise-et-de-conditionnement-des-dechets-anciens-La-Hague

[3] Détail des sources et calcul :https://www.sortirdunucleaire.org/Image4-emplois-UE / Information extraite de notre infographie"Nucléaire, stop au rafistolage !"

[4] Puisque, selon les mots de l'ancien PDG d'EDF Marcel Boiteux lui-même, EDF en son temps a su "*réussir le tour de force de transformer des anciens conducteurs de centrales thermiques à charbon ou à fuel en constructeurs de centrales [nucléaires]*", pourquoi Areva ne réussirait-elle pas maintenant cette reconversion vers les renouvelables ?